

Une fuite en avant de François Bayrou qui plonge le pays un peu plus dans la crise

Le Premier Ministre a annoncé, lors d'une conférence de presse de rentrée, **engager la responsabilité de son Gouvernement** à l'occasion d'un vote de confiance le lundi 8 septembre prochain.

Depuis la dissolution ratée de juin 2024, il n'existe plus de majorité à l'Assemblée. **La seule méthode possible pour gouverner de manière stable et durable** est donc de rassembler, par la discussion, pour élaborer un projet susceptible de recueillir le vote d'une majorité de députés.

Or si François Bayrou est en théorie favorable à cette méthode, il ne l'a pas suivie dans l'élaboration du budget. Le Premier Ministre nous a présenté à la mi-juillet, alors que la session parlementaire était close, **un budget complètement déséquilibré et inacceptable**.

Aujourd'hui, avant même l'ouverture de la session parlementaire, il sollicite un vote de confiance **en sachant pourtant pertinemment que les oppositions à l'Assemblée nationale ne la voteront pas**.

Le bon sens n'aurait-il pas été de commencer les discussions sur le budget avec ceux qui étaient prêts à dialoguer ? Dans une assemblée sans majorité, il semble bien que les réflexes du passage en force soient encore bien présents.

Je déplore cette volonté de fuite en avant. En effet, tout laisse à penser que le Premier Ministre ne recueillera pas la confiance, et qu'il n'aura d'autre choix que de démissionner. **Le pur chevalier blanc préfère ainsi tomber avant de combattre** plutôt que de chercher à trouver un compromis à l'Assemblée nationale. Je trouve cette stratégie irresponsable pour notre pays et nos concitoyens.

Je n'ai donc pas d'autre choix que de **voter contre la confiance** au Premier Ministre.

Cela est d'autant plus regrettable que **des pistes d'économies substantielles** n'ont pas encore été étudiées. En effet, la Commission d'Enquête du Sénat sur les aides publiques aux entreprises a mis à jour une profonde dérive en la matière : **l'État central accorde pas moins de 200 Milliards d'euros d'aides aux entreprises chaque année, sans qu'il n'y ait ni suivi ni contrepartie**. Surtout quand l'on sait qu'une partie de ces aides se retrouve directement dans les rémunérations des actionnaires.

Par ailleurs, je n'arrive toujours pas à comprendre **comment les plus hauts revenus ne participent pas davantage** au nécessaire et juste effort de contribution pour nos finances publiques.

Je conclurai en rappelant – une fois de plus – que notre pays est malade de son centralisme, et que si choc il doit y avoir, **c'est un choc territorial vers lequel nous devons nous diriger**. En redonnant le pouvoir aux territoires, avec une plus grande liberté et autonomie des élus locaux, nous serons en mesure de procurer une action publique plus efficiente.

Le sondage IFOP du 25 août sur la radioscopie du Régionalisme en France nous apprend que **90% des Français estiment que l'État central est trop déconnecté des réalités locales** et que **68% considèrent que les collectivités n'ont pas assez de pouvoir**.

Mettons donc un terme à la toute-puissance centralisatrice de l'État français et son fonctionnement bonapartiste et nous pourrons enfin nous engager vers un modèle bien plus vertueux et efficace en matière de service rendus aux habitants.